



HAL
open science

Du désarmement pour le développement au réarmement (1980-2006)

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Du désarmement pour le développement au réarmement (1980-2006). Cahiers de l'Espace Europe, 2006, 10. hal-04611594

HAL Id: hal-04611594

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04611594v1>

Submitted on 13 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du désarmement pour le développement au réarmement (1980-2006)

Jacques Fontanel

Cahiers de l'Espace Europe,
2006, n° 18

La fin du XXe siècle a été marquée par les propositions du désarmement pour le développement, l'effondrement de l'Union soviétique et de ses efforts militaires, la création de l'Organisation Mondiale du Commerce qui devait assurer un libre-échange globalisé susceptible d'assurer la paix, l'émergence d'un terrorisme international et le retour des guerres et du réarmement. Les convictions libérales de la paix ont été remises en cause et le désarmement n'a pas conduit pas immédiatement à un développement économique eu égard au capital bloqué devenu obsolète et qu'il faut remplacer dans un univers de compétition internationale particulièrement forte. Les industries d'armement se sont développées, avec l'idée, dans le cadre de la théorie de l'import-substitution de participer au développement technologique et au développement économique, mais les effets pervers de ce pari se sont avérés plus importants que les résultats positifs attendus au moins pour les pays en développement. Il s'en est suivi un processus de restructuration et de coopération industrielle internationale, plutôt américanisée. Par rapport au choix d'une production nationale, de nombreux pays ont préféré les importations, plus rapidement disponibles et moins onéreux à court terme.

The end of the twentieth century was marked by proposals for disarmament for development, the collapse of the Soviet Union and its military efforts, the creation of the World Trade Organization which was supposed to ensure globalized free trade likely to guarantee peace, the emergence of international terrorism and the return of war and rearmament. Liberal convictions about peace were called into question, and disarmament did not immediately lead to economic development, given the obsolescence of blocked capital, which had to be replaced in a world of fierce international competition. The arms industries developed with the idea, within the framework of the import-substitution theory, of participating in technological and economic development, but the perverse effects of this gamble proved greater than the expected positive results, at least for developing countries. What followed was a process of restructuring and international industrial

cooperation, which tended to be Americanized. Compared with the choice of national production, many countries preferred imports, which were more rapidly available and less expensive in the short term.

Armement, transferts d'armes, complexes militaro-industriels, puissance militaire, firmes multinationales, défense nationale

Armament, arms transfers, military-industrial complexes, military power, multinational firms, national defense

Le traité de Rome et l'OMC reconnaissent aux gouvernements un droit inaliénable à la gestion de leur sécurité nationale et donc de leur défense. Les Etats peuvent donc choisir de produire des armes en toute indépendance, sans les contraindre à l'application des principes relatifs à l'économie de marché et donc à la concurrence, sauf pour le secteur nucléaire pour lequel le TNP est en vigueur. L'argument de l'indépendance nationale a souvent été présenté comme un argument décisif dans le choix de la production des armes, même s'il a perdu de son pouvoir politique explicatif pour tenir compte des coûts comparatifs des armes de qualité stratégique similaire, des alliances de défense, de la qualité des technologies disponibles, mais aussi de l'importance du secteur militaire dans l'essor d'une recherche-développement nationale de qualité pour la production d'armes de haute technologie.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, des processus de conversion des industries d'armement ont été engagées par de nombreux pays, principalement du fait d'une crise économique sans précédent, notamment pour les pays de l'ex Pacte de Varsovie. Cependant, depuis l'arrivée de Vladimir Poutine à sa Présidence, la Russie s'engage de nouveau dans une augmentation des dépenses militaires, refusant ainsi de renoncer à sa traditionnelle politique de puissance. Après avoir subi une forte érosion de ses positions stratégiques, Moscou a maintenu ses équipements nucléaires militaires au plus haut niveau, tout en renonçant au principe du « no first use » et en s'engageant à la fois dans l'option des frappes préemptives et dans la doctrine de la réponse graduée. La restauration de la dissuasion implique une dépendance forte aux armes nucléaires, ce qui suppose aussi leur modernisation, laquelle se heurte cependant aux contraintes financières de leur réalisation. La modernisation des forces conventionnelles s'inscrit dans une démarche purement dissuasive, compte tenu du caractère hypothétique des menaces des grandes puissances. La Russie reste la seconde grande puissance nucléaire au monde.

Les Etats des pays occidentaux ont été aussi moins attentif aux questions de défense, ce qui a sans doute accéléré l'essor na numérisation civile des économies nationales, libérée des contraintes des secrets industriels militaires. Dans le secteur militaire, les industries d'armement ont connu une présence moins pertinente de l'Etat dans la conversion des industries d'armement et un processus de concentration, de coopération et d'internationalisation des entreprises du secteur en a résulté. Dans ce contexte de mécomptes des exportations et des procédures de compensation, une restructuration globalisée a été engagée, in fine en faveur d'un processus souterrain d'américanisation des industries d'armement. Depuis 1990, les industries d'armement ont réduit singulièrement leurs activités, notamment en Russie où un processus mal réalisé de désarmement a été engagée jusqu'en 2000. Ensuite, la plupart des pays développés ont revalorisé les exigences de la sécurité nationale et internationale, en relançant les productions d'armes conventionnelles, la Russie et les Etats-Unis restant toujours en négociation sur l'état de leurs dissuasion nucléaire. Les industries

d'armement ont engagé un triple mouvement de restructuration nationale et internationale, de coopération industrielle, mais aussi de réflexion sur les produits duaux (à usage à la fois militaire et civil).

Pour les pays industrialisés, la question de l'utilisation de la production nationale d'armes pour renforcer la capacité de développement économique du pays a été revalorisée, en comparaison avec la dépendance engendrée par les importations. Des contrôles nationaux et internationaux ont été engagés pour réduire le potentiel conflictuel des exportations d'armes, mais dans ce secteur les intérêts publics et privés, très entremêlés, ne sont pas clairement identifiés. La réponse à cette question, comme le disent nos collègues anglo-saxons s'écrit et se dit par cette très courte locution : « it depends ».

Le coût du désarmement

Dans le cas d'une réduction de la demande militaire, deux solutions s'offrent à l'Etat.

- D'abord, la conversion sur site se propose d'utiliser les installations existantes pour produire des biens civils, avec si possible les mêmes équipements et le même personnel, selon des situations différentes d'intégration. Se pose alors la question de l'irréversibilité et de la flexibilité des investissements. Pour les armements les plus sophistiqués, les machines disponibles s'avèrent souvent inadaptés aux conditions d'une production en situation de concurrence, alors même que les entreprises ne disposent pas d'un réseau de distribution adapté au marché civil. Sans aide constante de l'Etat, la transition d'une production militaire vers une production civile conduit trop souvent à un échec économique de long terme. La démilitarisation de l'économie produit, à court terme, une dévalorisation du capital national. Les entreprises d'armement russes n'ont pas été tentées au départ par une reconversion civile, mais plutôt par l'exportation de leurs armes, sous la forte concurrence des firmes américaines.

- Ensuite, la conversion par la redistribution des crédits est une réponse normée du dilemme du « beurre ou du canon ». Elle suppose la création de nouveaux marchés publics ou privés. Dans ce cas, avec l'abandon d'une activité industrielle, le capital fixe devient obsolète, avec la nécessité d'en reconstituer un autre, ce qui constitue un coût supplémentaire pour le budget de l'Etat si celui-ci participe à cet effort de conversion. Les Etats-Unis ont aussi été concernés par ce « coup de ciseau », avec la nécessité de nouveaux armements et l'arrêt au moins provisoire d'autres. Il a été décidé d'abord, de réfléchir, dès le premier investissement, à la possibilité de convertir une production d'armement par des biens civils, ce qui n'est pas facile pour tous les types d'armement. Ensuite, l'application des règles civiles dans le secteur de l'armement constitue aussi une démarche complémentaire, notamment sur les questions du secret des performances militaires et l'application de brevets spécifiques. Enfin, une analyse d'efficacité méso-économique et régionalisée de la conversion pourra être engagée par les agents économiques intéressés.

Aujourd'hui, le gouvernement américain souhaite limiter l'importance des monopoles de certains armements en utilisant les lois antitrust pour ouvrir le panel des choix, mais dans le pays dominant du processus de libération des économies, les rapports de force ne sont pas toujours du côté de Washington. Ensuite, le mouvement de multinationalisation de la production des armements limite l'importance du choix de l'Etat, d'autant que les entreprises américaines du secteur s'orientent de plus en plus vers des sources étrangères de production ou d'achat, en contractant avec les « meilleurs » fournisseurs, lesquels pourraient ensuite acquérir de nouvelles compétences ou réduire d'un coup leur vente d'une consommation intermédiaire essentielle à la production des armements dédiés à des fins politiques.

Les grandes puissances ont développé des industries militaires qui n'ont que rarement eu pour fonction de produire des biens duaux (à usages aussi bien civils que militaires). Les matériels, les infrastructures, les personnels ont une culture fondée sur la primauté de la technologie et du secret militaire, des contraintes de coûts toujours négociables à terme, une compétition industrielle limitée aux choix stratégiques de l'Etat et (sauf peut-être partiellement pour les Etats-Unis) la faiblesse des économies d'échelle, notamment pour les armes majeures (porte-avions ou sous-marins, par exemple). Aujourd'hui, si l'arme nucléaire reste dominante pour les grandes puissances, elle n'est pas adaptée aux nouvelles menaces du terrorisme. Certaines productions d'armes augmentent quand d'autres sont plutôt freinées, en utilisant principalement les stocks disponibles. Le rôle discrétionnaire des décisions de l'Etat dépend en grande partie du lobbying des industriels de l'armement. Cependant, pour les pays les plus en situation de crise économique, il s'agit souvent de s'engager dans la reconversion de leurs activités en faveur de la demande privée ou publique, alors même que les comportements industriels ne sont pas adaptés à la compétition économique, mais plutôt à une compétition technologique de haut niveau. Cette situation est d'autant plus dommageable, d'un simple point de vue économique, que de nombreuses analyses économiques mettent en avant l'intérêt de la production d'armement pour un pays eu égard à sa capacité à développer la recherche-développement publique, un facteur d'innovation permanent, qui nourrit à terme les productions civiles, notamment lorsque les entreprises appartiennent à la fois au complexe militaro-industriel et prennent une part non négligeable dans la production de biens et services non militaires.

Industrie d'armement et développement économique

Pour Vayrynen¹, le rôle du secteur militaire dans les processus nationaux d'industrialisation retrace souvent les performances économiques respectives des pays, car de nombreuses découvertes

¹ Vayrynen R. (1992), *Military industrialization and economic development; Theory and historical case studies*, Genève, UNEDIR, Aldershot, Dartmouth

scientifiques ont été financées et développées sur des fonds militaires. De grandes innovations surgissent dans le cadre de recherches de performances extrêmes pour des objectifs sécurité nationale. Le système productif a beaucoup appris des contraintes militaires en situation de conflit, concernant notamment la division du travail, la discipline, la logistique, la normalisation et la prise en compte des rapports de force. Les efforts économiques de science ont été mis aussi à la disposition de l'Etat, lequel peut les consacrer de préférence dans les technologies sophistiquées nécessaires aux rapports de force de son armée de préférence à celles de la santé ou de l'éducation. En ce sens, les technologies militaires, lorsqu'elles ont une priorité au regard des contraintes géopolitiques internationales, influencent grandement le type de développement économique d'une Nation. Dans ce cadre, c'est l'économie civile qui va pouvoir les utiliser lorsque les secrets militaires sont levés, à destination de la consommation et de l'investissement civils. Pendant la période de 1990 à 2000, le secteur privé a pris le pas sur l'économie militaire du fait de la croyance selon laquelle les guerres ne pouvaient provenir que de la coexistence de deux systèmes économiques antagoniques. Dans ce cadre, avec le retournement politique de la Chine, a priori favorable à une économie de marché protégée par son statut de pays en développement, les menaces militaires semblaient éloignées des horizons pacifiques qui s'annonçaient. La question qui se posait cependant, restée en suspens, concernait la Russie une puissance économique déclinante, en recherche de conversion de ses industries d'armement, mais encore très puissante dans l'ordre des armes nucléaires².

Les Etats ont toujours utilisé le secteur militaire pour mettre en place leur politique industrielle. Le gouvernement américain a largement invoqué l'argument de la prééminence de sa sécurité interne pour sauvegarder le savoir-faire national de la production de biens ou de technologies sensibles, dont l'importation est supposée affaiblir l'indépendance militaro-stratégique des Etats-Unis. Il a ainsi permis aux entreprises américaines du secteur électronique de retrouver une nouvelle compétitivité, grâce aux protections technologiques et commerciales accordées aux firmes d'armement.

Le secteur militaire, comme pôle de développement

En Inde et au Brésil, les industries d'armement ont été présentées comme des pôles de développement économique, par leur capacité à investir sur les technologies d'avenir, celles qui donnent un avantage

² Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Grenoble, mars.
- Fontanel, J. (1995), La conversion économique du secteur militaire, Economie Poche, Economica n° 12, Paris, 1995.
- Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, Defence and Peace Economics, 1995, 6.3.
- Fontanel, J. (1998) Une Russie trop affaiblie est une menace pour le monde entier. Conférences Espace Europe, Cahiers de l'Espace Europe, Grenoble.
- Fontanel, J., Karlik, A. (2005), L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? Innovation. n° 20, pp. 81-108, 1^{er} trimestre 2005

comparatif considérable sur les marchés civils lorsqu'elles sont maîtrisées. Elles sont supposées exercer des effets d'entraînement par des séquences d'investissements induits, qui assurent une complémentarité verticale et/ou horizontale de l'industrie nationale. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. Il faut noter que ces effets d'entraînement ne sont pas décisifs pour le développement, du fait des risques de l'obsolescence, des aléas des exportations, de la pénétration des capitaux étrangers et de l'importance de la consommation d'un capital technologique et financier rare³. Dans ce contexte, comme pour les Etats-Unis, Cependant, l'industrie de la défense peut alors devenir le centre d'une volonté politique de conduire une politique industrielle normalement interdite par la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce. Une telle politique peut aussi conduire à une militarisation de l'économie nationale et à favoriser l'irréversibilité des investissements militaires, en cas de crise économique et une pression très forte sur le commerce mondial des armes, déjà fortement instable, face à des firmes multinationales bien professionnalisées dans le secteur. Le processus de concentration des firmes renforce le caractère oligopolistique, voire monopolistique, de certaines technologies et productions militaires.

Pour l'acheteur potentiel, la politique d'import-substitution propose de substituer les importations par une production interne. Cette théorie est simple dans son principe. En Amérique latine, la politique d'import-substitution d'armement a justifié la substitution des importations par une production nationale, en vue d'économiser des devises rares et de promouvoir des industries de production à haute valeur technologique. Elle s'oppose aux théories libérales fondées sur les avantages comparatifs et les dotations de facteurs. Cependant, les importations grèvent lourdement la balance commerciale, laquelle favorise la spéculation, la détérioration des termes de l'échange et l'inflation. Cependant, cette idée supposée de « bon sens » n'a pas été couronnée de succès, car les résultats attendus n'ont pas été à la hauteur de espérances, pour plusieurs raisons :

- Le secteur militaire n'a développé que des effets multiplicateurs relativement faibles, du fait d'économies d'échelle insuffisantes au regard de la concurrence, notamment des firmes d'armement américaine, encore en avance technologiquement à des prix inférieurs aux coûts réels de l'opération ;

- Les capacités d'exportation n'étaient pas suffisante pour engager des coûts préalables jugés excessifs ;

- Les « effets d'éviction » concernant les compétences des hommes et les choix des productions nationales ont été suffisamment forts pour rendre l'opération du développement de l'armement nationale économiquement peu satisfaisante. L'obsolescence rapide des systèmes d'armement donne enfin un avantage comparatif considérables par

³ Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse, L'Harmattan, p. 402.

rapport aux nouveaux arrivants sur un marché hautement technologique.

- La stratégie du développement « par les exportations » appliquée au secteur militaire s'est souvent avérée coûteuse. Il faut, en effet, tenir compte des importations nécessaires à la fabrication des matériels nationaux, de la compétitivité économique (mais aussi géopolitique) des armes nationales et de la dépendance du système d'armement aux volontés d'achats des acheteurs potentiels. La compétitivité des prix des armes nationales par rapport à ceux de leurs homologues étrangers doit être assumée, en l'absence de quoi le déficit de la balance commerciale dédiée serait accompagné par un déficit budgétaire conduisant à de nouveaux effets d'éviction.

En termes de coûts d'opportunité, la production nationale d'armement peut aller à l'encontre de la sécurité même du pays, car dans les pays encore insuffisamment dotés d'un système industriel structurellement élargi, la dépendance aux technologies aux compétences et aux consommations intermédiaires étrangères reste puissante. En outre, à court terme, l'industrie d'armement, du fait du secret militaire, n'exerce qu'un effet multiplicateur limité sur les activités civiles. Elle peut, par contre, conduire à une augmentation des coûts, à une dépendance pour les consommations intermédiaires et les brevets et à des effets d'éviction en matière d'investissement civil.

Un processus de restructuration et de coopération industrielle internationale plutôt « américanisée »

Depuis 1990, les firmes d'armement se sont restructurées, concentrées et internationalisées. Même les Etats sont engagés dans ce processus, mais beaucoup plus mollement, du fait des difficultés de la coopération sur le choix des armes (dont l'intérêt stratégique diffère en fonction de la situation géopolitique chacun des Etats membres), des surcoûts liés aux intérêts économiques de chaque Nation (notamment avec l'application du principe du « juste retour », la qualité des alliances, la volonté de chaque Etat de protéger *in fine* son indépendance et le lobbying des entreprises directement concernées. Pour les Etats, la coopération est d'abord une décision politique, avec le souci constant de conserver la capacité de faire, notamment lorsque la sécurité nationale est en jeu. L'Europe n'a pas vraiment une tradition de solidarité en matière de production d'armement. Les négociations sur la production et le partage des savoirs et des savoir-faire dans la conception et la fabrication des armes font naturellement l'objet de longues négociations. Il en résulte un brouillage des frontières, un affaiblissement des moyens de contrôle des gouvernements, et une marchandisation accrue, propice à l'opacité de l'information et au développement des trafics. Dans ce cadre, il faut aussi réussir à obtenir de réelles économies d'échelle, ce qui n'est pas évident au regard de l'hégémonie américaine.

La coopération européenne de l'armement a encore de larges progrès à accomplir pour relever le défi de la « globalisation américaine ». La

doxa américaine considère encore que développement économique permis par le capitalisme fera disparaître la guerre, et donc l'importance stratégique (sinon technologique) des industries d'armement. Il faut donc élargir le socle du capitalisme à l'ensemble du monde, sous le contrôle bienveillant de la puissance militaire américaine. Les firmes d'armement des Etats-Unis sont suffisamment puissantes, avec la collaboration notamment de l'OTAN, pour réduire les poches d'opposition à la paix. Les « géants » américains peuvent se constituer en « firmes globales ». La privatisation est devenue une tendance dominante. Les Etats-Unis dominent le marché mondial de l'information, dont la maîtrise assurera à terme la domination sur tous les autres marchés et territoires conflictuels. La guerre économique est susceptible de remplir les fonctions classiques des conflits armés.

Libérée de la guerre froide, les Etats-Unis bénéficient d'une avance croissante dans les industries du futur (télécommunications, spatial, cyberspace) et Washington renforce son pouvoir d'influence sur les règles du jeu international. Le système américain de chasse aux contrats internationaux de l'Advocacy Center (ou « War room ») coordonne les soutiens publics dans la concurrence internationale accordé aux entreprises américaines. Le droit américain influence et oriente le droit international. La libéralisation des marchés et la transformation des financements de la recherche-développement sont en marche. L'industrie d'armement perd partiellement son caractère de bien public pour devenir une véritable activité économique, à la recherche de profits, sous réserve d'injonctions claires des gouvernants. On est passé de « tout ce qui n'est pas explicitement permis, est interdit », à « tout ce qui n'est pas explicitement interdit est permis ». Cette « libéralisation » présente le danger d'une appropriation de la force militaire par des groupes puissants, à des fins qui personnels ou non démocratiques. Paul Kennedy avait considéré que l'importance excessive accordée au pouvoir militaire par les grandes puissances économiques était un facteur de déclin inéluctable. Cette hypothèse n'a pas été confirmée pour les Etats-Unis, seul pays capable aujourd'hui d'assurer une défense indépendante et un contrôle des industries d'armement nationales.

Les transferts d'armes, les choix entre les choix politique de défense et les intérêts économiques.

Les transferts d'armement ont d'abord été réalisés sur la base de liens amicaux ou d'alliance militaire, fondée sur des intérêts politiques et stratégiques communs. Pour les Etats-Unis, le rôle de l'industrie de défense, dont les exportations sont parfois subventionnées sur les fonds publics, s'inscrit dans le cadre de la politique extérieure. Les transferts d'armement permettent d'avoir un contrôle sur la défense nationale de leurs clients, de développer les solidarités et d'exercer un rôle de gendarme du monde ou de ses alliés. A terme, les ventes d'armes permettent de réaliser des opérations commerciales et financières intéressantes. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les considérations économiques ont pris de l'ampleur., eu égard à

l'augmentation considérable du coût des armements. Pour les pays de moyenne puissance, producteurs d'armement, l'exportation devient un élément essentiel du choix de production de nouveaux appareils à haute valeur technologique. Les exportations diminuent le coût unitaire d'une arme, grâce aux économies d'échelle ainsi réalisées.

Cependant, la sécurité nationale d'un pays suppose la mise en place d'armes adaptées aux contraintes spécifiques de la sécurité du territoire national. Cependant, eu égard aux coûts unitaires élevés de cette proposition au regard de la quantité d'armes nécessaires de sécurité nationale, l'opération industrielle, si elle est maintenue, augmente significativement les dépenses militaires au détriment des autres dépenses publiques ou privées. Les coûts d'opportunité sont alors si élevés que l'opération ne peut être engagée sans prendre en compte les exportations d'armes. Dans ces conditions, à part les Etats-Unis dont la demande interne est considérable, toutes les puissances moyennes ont des problèmes de production d'armes à des coûts acceptables socialement et politiquement.

La promotion des exportations permet cependant de financer une partie de la stratégie d'indépendance des pays de moyenne puissance militaire, de développer des économies d'échelle substantielles⁴ et d'améliorer la capacité de négociation. A priori, la vente d'armes à l'étranger permet d'améliorer la balance du commerce extérieur, elle participe à la lutte contre le chômage et elle permet de dégager des profits, tout en constituant pour l'Etat une composante importante de sa politique extérieure. Cependant, leurs effets pervers sont nombreux.

D'autre part, après la dissolution du COCOM (Coordinating Committee for Multilateral Export Control), un nouvel accord multinational de 33 Etats⁵ appelé « Wassenaar Arrangement on Export Controls for Conventional Arms and Dual-Use Goods and Technologies » a pour fonction d'établir une liste des produits et de technologies duales destinée à supprimer les transferts non autorisés entre les membres et de réduire le potentiel de prolifération des armes conventionnelles. De même, le Groupe des fournisseurs Nucléaires (NSG) est un forum de discussion et de coordination des politiques d'exportation en vue de prévenir l'acquisition d'armes nucléaires par des Etats qui n'en disposent pas, en accord avec l'AIEA et le pays récepteur. Plusieurs propositions de contrôle de la course aux armements coexistent, comme le MTCR ((Missile Technology Control Regime) qui établit des règles de vente drastique des technologies de missiles portant une charge de 500 kilogrammes à 300 kilomètres.

Les autorités publiques nationales exercent un contrôle les exportations d'armes pour des raisons géopolitiques, mais aussi pour

⁴ Le prix unitaire de 500 (dont 200 à l'exportation) des avions Rafale était établi de 20 à 30% inférieur à celui qui résultait de la seule production des 300 appareils nécessaires à la défense nationale.

⁵ La participation au Wassenaar Arrangement est ouverte à tous les pays qui sont producteurs d'armes ou exportateurs d'équipements sujets à contrôle, qui appliquent des contrôles nationaux et qui sont engagés dans les politiques de non-prolifération des armements

éviter que les secrets technologiques soient utilisés par les Etats hostiles. Aux Etats-Unis, « The Arms Export Control Act » autorise *in fine* les exportations de produits militaires et les autorités publiques peuvent alors refuser un contrat de vente signé par un complexe industriel d'armement. Plusieurs règles doivent être respectées concernant notamment l'appréciation du contrat par rapport aux contraintes spécifiques de la sécurité nationale américaine, du principe de l'autodéfense du pays acheteur, de la participation de cet Etat aux accords régionaux ou collectifs établis dans le cadre de l'ONU ou de l'aide aux forces militaires étrangères des pays les moins développés en vue de lui permettre d'engager des investissements essentiels pour son développement dans le domaine civil. Cependant, le lobbying dans les couloirs du pouvoir ont souvent permis des opérations commerciales déconnectées des considérations de politique étrangère.

Lorsque la recherche d'économie d'échelle passe par les exportations, il se crée inévitablement une dépendance économique et politique à l'égard des acheteurs potentiels, car l'échec des exportations est susceptible de remettre en cause le développement programmes nationaux de production d'armes. Dans ces conditions, les matériels militaires produits doivent répondre non seulement aux besoins nationaux spécifique de défense nationale, mais aussi aux nécessités des futurs acheteurs, ce qui rend l'opération industrielle beaucoup plus complexe. Cependant, la vente d'armes augmente le « soft power » du pays. En effet, les acheteurs sont rapidement vulnérables à la pénétration des valeurs culturelles charriées par les armes et la technologie du vendeur. Il se crée un lien fort et durable fondé sur l'assistance technique, la fourniture de pièces de rechange, les réparations ou des compléments d'armements, mais surtout dans le fait que toute la stratégie de défense du pays est conçue, au moins partiellement, sur la confiance accordée aux armes du pays vendeur.

Cependant, d'un point de vue purement économique, l'exportation n'est pas toujours satisfaisante pour compenser les coûts afférents à l'opération industrielle, notamment pour les pays de puissance moyenne. Dans certains cas, l'achat des armements à l'étranger semble moins cher que la production nationale, au moins à court et moyen termes. L'exportation crée une dépendance économique. Dans une situation « normale », sans « course aux armement », les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs. Certains matériels sont parfois vendus moins cher à l'étranger qu'à l'armée nationale. En outre, la priorité donnée à l'exportation a pu conduire à modifier ou à retarder les livraisons des équipements militaires de l'armée nationale.

Les ventes d'armes à l'étranger impliquent des opérations financières qui confortent l'enrichissement des entreprises d'armement bénéficiaires de systèmes d'assurance publics ou privés particulièrement sécurisants, alors que les factures ne sont pas toujours payées en « cash », lorsqu'elles le sont. Lorsque le marché des armes est dominé par les demandeurs, ceux-ci exigent des avantages significatifs, sous forme de compensation, comme la réduction de la charge financière (sous-traitance, rétrocession de charges de travail) ou

la maîtrise des nouvelles technologies. Le « troc » est parfois utilisé en échange de produits exportés vers le pays vendeur d'armes, ou selon les modalités de « contre achats de compensation » (notamment avec les pays vendeurs de ressources naturelles et de matières premières). Ces transactions obligent les entreprises exportatrices à ouvrir une activité de négoce international, ce qui est normalement interdit par l'Organisation Mondiale du Commerce, dont les règles ne s'appliquent pas au domaine de la sécurité nationale d'un pays.

Dans ce contexte, les négociations concernant les compensations sont longues, mais indispensables pour la conclusion des contrats. Elles d'ailleurs font aussi l'objet de litiges, souvent traités d'Etat à Etat, dans la plus grande opacité. Les compensations deviennent coûteuses, en termes de coûts d'opportunité. Si l'industrie d'armement peut en bénéficier, c'est souvent au détriment d'autres secteurs nationaux d'activité économique⁶.

En revanche, les importations d'armes réduisent le niveau d'indépendance nationale de l'acheteur, notamment en période de conflits ou de guerres. Une réflexion doit alors être menée pour trouver une solution acceptable à terme., en fonction de l'importance estimée de la menace de conflits, des stocks d'armes existants, du degré d'autonomie des achats d'armement sur les marchés internationaux, de la capacité de réaction de la production nationale d'armes, de la confiance accordée aux fournisseurs étrangers en matière de pièces détachées et du potentiel de maintenance de l'autosuffisance.

Aujourd'hui, dans l'ordre international, le monde entier est focalisé sur la question de la relation politique et économique entre les Etats-Unis et la Chine. C'est oublier un peu trop rapidement que la Russie demeure la plus grande puissance militaire au monde après les Etats-Unis, notamment du fait de l'existence d'une force nucléaire pour le moins dissuasive. En outre, en 1980, les stratèges internationaux considéraient que la Russie disposait, en termes d'armement, de la plus grande puissance militaire mondiale. Or, les stocks n'ont pas été détruits et les armes sont bien restées disponibles, même si la sophistication des armes les rend moins puissantes.

En 1991, le programme CTR (Cooperative Threat Reduction) a proposé une élimination progressive des armes nucléaires offensives. En 2006, les deux superpuissances disposent encore de plus de 25 000 armes nucléaires, soit 95% des stocks mondiaux. La destruction des armes nucléaires planifiées et vérification du contrôle se sont avérés plus coûteux (plus de 5 milliards de dollars) que prévus en situation de crise économique profonde. En mai 2002, le Strategic Offensive Reduction Treaty (SORT) a proposé de réduire les stocks d'armes disponibles entre 1 700 à 2 200 ogives (warheads) pour chaque partie,

⁶ Une étude du GAO (General Accounting Office) américain considère que ces pratiques ne sont pas très intéressantes économiquement pour la production nationale américaine. Sur les marchés des pays de la Méditerranée de l'Est, ces compensations auraient conduit à une perte d'emplois de l'ordre de 50% aux Etats-Unis et ce qui était attendu initialement de l'opération.

mais les instances de contrôle restent floues. Le G8 considère qu'après les sommes dépensées pour empêcher la prolifération des armes nucléaires russes, il en faudra quatre fois plus au cours des dix prochaines années pour réduire les risques⁷.

Après les annonces internationales de ce dernier quart de siècle proposant la fin de la course aux armements et même une procédure de désarmement pour le développement en faveur des pays en développement, le monde s'engage résolument depuis le début de ce siècle vers la mise en place de nouvelles forces armées, avec l'apparition d'une nouvelle grande puissance, la Chine, pourtant toujours doté du statut de « pays en développement » auprès des instances onusiennes.

Bibliographie et notes

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, mars.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1991) *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les études de défense nationale, 19

Fontanel, J. (1990). The economic effects of military expenditure in Third World Countries. *Journal of Peace Research*, 27(4),

Fontanel, J. (1995), *La conversion économique du secteur militaire*, Economie Poche, Economica n° 12, Paris, 1995.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics*, 6.3.

Fontanel, J. (1998) Une Russie trop affaiblie est une menace pour le monde entier. *Cahiers de l'Espace Europe*, Grenoble.

Fontanel, J., Karlik, A. (2005), L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? *Innovation*. n° 20.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse*, L'Harmattan, Paris.

Gummett R.F. (2005), "US Defense articles and services supplied to foreign recipients: restrictions on their use", Library of Congress, Congressional Research Service, March 14.

Odessey B. (1997), Clinton computer export policy prevails in 72-27 Senate vote. Note on economic affairs, US Embassy in France, n° 12, July 30.

Shkaratan, O., & Fontanel, J. (1998). Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4)

Smith R.P., Humm P., Fontanel J. (1985), "The economics of exporting arms". *Journal of Peace Research*, September.

Vayrynen R. (1992), *Military industrialization and economic development; Theory and historical case studies*, Genève, UNIDIR, Aldershot, Dartmouth

⁷ Willett S. (2002), *Disarming the Costs: Nuclear Arms Control and Nuclear Rearmament*, United Nations Institute of Disarmament Research, December, Geneva.

Willett S. (2002), *Disarming the Costs: Nuclear Arms Control and Nuclear Rearmament*, United Nations Institute of Disarmament Research, December, Geneva.

